

LA GREVE ETUDIANTE DE 2017 AU NIGER. ENTRE REPRESSION ET NEGOCIATION

Abdoulaye SEIDOU

Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

seydoua@yahoo.fr

Résumé

La grève des étudiants de l'Université Abdou Moumouni de Niamey d'avril 2017 est l'une des plus marquantes de l'histoire de l'Union des Scolaires du Niger en raison de son retentissement au plan national. L'émotion et la mobilisation, suscitées par sa brutale répression (avec la mort d'un étudiant), ont fait vaciller le pouvoir. Pour apaiser la situation, le gouvernement s'est investi dans des explications sur les médias puis dans des négociations avec le syndicat des scolaires, en présence de "grands témoins".

L'article décrypte les phases du mouvement et des pourparlers en relevant les stratégies élaborées par les acteurs pour atteindre leurs buts. Cette recherche qualitative est sous-tendue par des sources écrites, orales, audiovisuelles et des observations. Elle vise à élucider la hantise des régimes nigériens des agitations scolaires dont certaines leur sont fatales.

Mots-clés : grève étudiante, répression, négociation, syndicat, Niger

Abstract

The student strike at Abdou Moumouni University in Niamey in April 2017 is one of the most significant in the history of the Union of Scholars of Niger because of its national impact. The emotion and mobilization, aroused by its brutal repression (with the death of a student), made the power waver. To calm the situation, the government invested in explanations on the media and then in negotiations with the school union, in the presence of "key witnesses". The article deciphers the phases of the movement and the talks by highlighting the strategies developed by the actors to achieve their goals. This qualitative research is underpinned by written, oral and audiovisual sources and observations. It aims to elucidate the Nigerian regimes' fear of school unrest, some of which is fatal to them.

Keywords: student strike, repression, negotiation, union, Niger

Introduction

La grève du 10 avril 2017 de l'Union des Etudiants Nigériens à l'Université de Niamey (UENUN), une section de l'Union des Scolaires du Niger (USN), est gravée dans les annales du mouvement scolaire. Elle est d'autant plus historique qu'elle a ébranlé un gouvernement de la 5^{ème} République. Elle s'inscrit ainsi dans le sillage des agitations scolaires mémorables d'octobre 1973 (un des facteurs de la chute de la Première République) ainsi que du 9 février 1990 qui a servi de déclic à l'instauration de la démocratie et du pluralisme politique au Niger (Reynaut et Abba ; Seidou).

Le déroulement et le dénouement des événements de 2017 sont intéressants sur le plan sociologique au regard des multiples manœuvres des protagonistes pour basculer le rapport de force en leur faveur. Ainsi, l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg est retenue dans le cadre du décryptage des comportements des acteurs.

Ce travail examine les enjeux de la grève ainsi que le jeu du pouvoir et des étudiants pour atteindre leurs buts. Son ambition est de montrer la peur morbide qu'inspirent aux régimes en place les mobilisations scolaires. Il s'articule autour de trois parties : 1) la méthodologie ; 2) les résultats et 3) la discussion.

1. Méthodologie

Pour appréhender les tenants et aboutissants de la grève de 2017 des étudiants de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, quelques techniques, outils et une méthode bien définis ont été utilisés.

La documentation, qui a servi de socle au travail, est constituée de sources écrites (ouvrages, thèses, mémoires, journaux, articles) et audiovisuelles (émissions radiophoniques, télévisées). La méthode qualitative est adoptée en vue de donner

un sens aux discours et aux comportements des protagonistes (grévistes, gouvernants, partis politiques de tous bords).

Ainsi, des interviews individuelles, formelles, ont été réalisées (à l'aide de guides d'entretiens) avec des personnes ressources (étudiants, enseignants-chercheurs, personnels administratifs et techniques, riverains du campus- acteurs et/ou témoins des événements). Des entrevues informelles les ont complétées. Les diverses versions recueillies ont enrichi la recherche.

Certaines scènes induites de la grève (comme les obstructions des voies conduisant aux facultés via le campus, par exemple) ont fait l'objet d'observation directe. Cela a permis de constater concrètement les expressions du mécontentement étudiant.

Les différentes données collectées ont été soumises à une analyse de contenu afin de relever leur signification. Aussi, la perspective de Crozier est-elle privilégiée pour mettre en lumière les enjeux et les intérêts qui sous-tendent les stratégies développées par les acteurs (en l'occurrence l'UENUN et le Gouvernement) pour parvenir à leurs fins. Mais avant de livrer la quintessence de l'étude, il convient de décrypter ses résultats, autrement dit les péripéties de la grève.

2. Résultats

Cette partie décline, en les analysants, les différentes phases des événements d'avril 2017. Elle est structurée autour des causes, du déroulement et du dénouement de la grève.

2.1. Les mobiles et la sonnette d'alarme

Le mouvement d'avril 2017 n'est pas une grève surprenante. Autrement dit, des signes bien déterminés l'ont annoncée. Ainsi, face à la crise multidimensionnelle que traverse le secteur de l'éducation au Niger, le Comité Directeur (CD), l'instance dirigeante de l'USN, dans une déclaration de presse (faite le 24 mars 2017) appelle les autres syndicats du domaine à former un cadre de réflexion en vue d'apporter des réponses adéquates aux

problèmes du monde scolaire. Cet appel à la constitution d'un front uni des acteurs de l'enseignement dénote l'enjeu de la lutte qui se profile. L'Intersyndicale des Travailleurs du Niger (ITN), qui regroupe sept centrales syndicales, se prononce également, par le canal des médias, sur la situation socioéconomique du pays dont la crise de l'école, jugée préoccupante.

Après cette alerte, l'UENUN, la section universitaire de l'USN de Niamey, lance un ultimatum au gouvernement, relativement à une plate-forme revendicative. Celle-ci porte sur le paiement des arriérés de bourses et de l'aide sociale, le rejet du texte relatif aux conditions d'attribution de l'aide sociale, la multiplication des bus pour le transport des étudiants, la construction de nouvelles infrastructures académiques, entre autres. Cette procédure est généralement observée par les démembrements de l'USN avant le lancement de tout mot d'ordre de grève.

Les "sommations" des structures des scolaires à l'endroit de l'Etat ou de ses représentants sont généralement musclées dans leur formulation et assorties de menaces. Elles apparaissent, par conséquent, comme un dernier avertissement au pouvoir, d'autant que leur conclusion est toujours libellée ainsi : « le gouvernement sera tenu responsable de tout ce qui adviendra ». En plus, chaque mise en demeure est précédée de déclarations dans lesquelles les sections préviennent de « passer à la vitesse supérieure » si elles n'obtiennent pas satisfaction rapidement. Et, comme les actions de l'USN dégénèrent souvent en émeutes, le gouvernement prend les devants en positionnant des forces de l'ordre aux abords des institutions scolaires pour contenir les manifestations. C'est dans cette ambiance électrique que se produisent les événements de 10 avril.

2.2. Le déroulement

Le déclenchement du mouvement des étudiants de Niamey se solde par la mort d'un manifestant. Cet acte émeut l'opinion

publique et entraîne une série de pourparlers qui débouchent sur un règlement du conflit.

2.2.1. L'assassinat d'un étudiant ou le martyr de trop

A la différence de la grève du 9 février 1990, au cours de laquelle les forces de l'ordre tirs à balles réelles sur les étudiants qui marchent pour exprimer leurs doléances, la manifestation du 10 avril 2017 est réprimée sur le domaine universitaire, au mépris du respect des franchises universitaires. En effet, les étudiants sont surpris en pleine assemblée générale, dans l'enceinte de la cité universitaire, au moment où ils débattent des stratégies à adopter pour la mise en œuvre du mot d'ordre.

Face à la brutalité de l'intervention des forces de défense et de sécurité, les étudiants réagissent en se défendant violemment. Ils sont poursuivis jusques dans les facultés où ils tentent de se réfugier. Ceux qui sont arrêtés sont malmenés, de même que d'autres membres de la communauté universitaire et des passants, présents pendant les affrontements. Les images d'un étudiant torturé par la police, relayée sur les réseaux sociaux, suscitent une vague d'indignation. Le même jour, des élèves de Niamey, sortis pour manifester, sont dispersés sans ménagement par les forces de l'ordre. La répression s'abat aussi sur les élèves et étudiants de Maradi (une ville du Niger), exprimant à travers des arrêts de cours, leurs revendications. Ce déferlement de violence policière vise à étouffer la mobilisation en vue d'éviter sa propagation. La mort d'un étudiant en sociologie, lors des accrochages à Niamey, fait monter la tension.

Ce fait soulève une vague de sympathie et de solidarité à l'égard du mouvement de l'UENUN. Ainsi, le mercredi, 12 avril, est organisée par les étudiants de Zinder une marche de soutien à la lutte de leurs camarades de Niamey. Des déclarations de condamnation des violences policières par les partis politiques de l'opposition, les partis non affiliés et même quelques partis proches du pouvoir, les organisations de la société civile, sont diffusées dans les radios et télévisions privées.

Cette situation rappelle les événements du 9 février 1990 qui ont suscité l'exaspération de la population nigérienne et son adhésion à la cause des scolaires. Elle a également des similitudes avec "Le printemps chilien" de 2011, qui a drainé les lycées, les universités, des groupes politiques de tous bords et même des manifestants apolitiques, fédérés par une volonté d'instauration d'une éducation publique gratuite et de bonne qualité (Ponce Lara). Ceci montre que la grève est "une relation dynamique" : "elle multiplie les rapports entre les classes et les groupes sociaux, habituellement installés dans des compartiments séparés" (Perrot 14). La mobilisation des étudiants du Niger surprend le pouvoir qui initie précipitamment une série négociations.

2.2.2. La cascade de rencontres : la peur change de camp

Devant la levée de boucliers, induite par l'assassinat d'un étudiant, le Président de la République reçoit en audience le CD de l'USN, le samedi 15 février à la Présidence. Il promet de satisfaire les revendications des scolaires. Il s'engage aussi à diligenter une enquête sur la mort de leur camarade pour situer les responsabilités afin de « châtier les coupables ». Il annonce également la libération des étudiants arrêtés et la réouverture des campus de Niamey et Maradi, fermés à l'issue des troubles.

La promptitude du Président à discuter avec les dirigeants des scolaires et à tenter de désamorcer la crise n'est pas fortuite. En effet, la crainte d'une réédition des événements du 9 février 1990, qui ont servi de déclic à l'instauration de la démocratie, dont son parti politique est actuellement un des grands bénéficiaires, est une des motivations de sa démarche. Il faut rappeler que son parti est de toutes les manifestations (marches, meetings, animation de la Conférence Nationale Souveraine, campagnes électorales, etc.) qui débouchent sur le changement du régime d'alors. De surcroît, en tant qu'ancien leader d'organisations scolaires (l'USN d'abord et la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France : FEANF, ensuite), il

connaît le rôle parfois décisif que joue le mouvement scolaire dans l'accélération de l'histoire (le souvenir de mai 68 est encore vivace).

Face à la détermination des scolaires, le gouvernement, pour les apaiser et tenter de se disculper, multiplie les séances de justifications par le truchement de certaines institutions et de groupes politiques. Ainsi, le dimanche 16 mai, dans un point de presse, la Direction Générale de la Police, promet de punir les agents qui ont commis les traitements inhumains et dégradants contre les étudiants. Le même jour, la Mouvance pour la Renaissance du Niger (MRN), regroupement des partis politiques soutenant le régime, fait une déclaration dans laquelle elle rappelle les efforts déployés par le Gouvernement en matière d'éducation, salue la rencontre entre les scolaires et le Chef de l'Etat, dénonce "les entreprises de récupération de la situation" par l'opposition politique. Elle profite pour dédouaner le pouvoir par rapport à la mort de l'étudiant en créditant la thèse de la "chute", version montée par le gouvernement pour faire croire que l'étudiant "a glissé et est tombé" lors des affrontements. Or, les manifestants, témoins de la mort de leur camarade, soutiennent que c'est "un tir tendu" d'un gendarme qui l'a touché en pleine tête et l'a tué. Cette guerre de communiqués vise à convaincre l'opinion nationale et internationale et à faire pencher le rapport de force en sa faveur. Toujours le dimanche, le Gouvernement, dirigé par le Premier Ministre, rencontre l'USN, en présence des "grands témoins" (leaders religieux, coutumiers et représentants des institutions internationales). Mais, cette occasion échoue à cause des préalables des scolaires, notamment l'exigence du départ du ministre de l'Enseignement Supérieur (qu'ils ne reconnaissent plus comme interlocuteur) et la libération de leurs camarades détenus. Cette cascade de réunions dénote la panique du régime, secoué par la tournure des événements dont la tension va crescendo, du fait de l'émotion populaire créée.

Le soutien à la lutte des étudiants par l'opinion nationale est démontré le lundi, 17 avril, à l'occasion de l'enterrement du "martyr" (terme utilisé par l'USN pour désigner les scolaires morts lors des manifestations du syndicat). Un journal traduit ainsi la communion :

La marée humaine observée comme cortège accompagnant la dépouille du martyr dans les rues de Niamey et au cimetière musulman de Yantala atteste de la noblesse et l'attachement à la cause de la mort de cet étudiant. Des funérailles dignes des grands hommes en somme. Scolaires, société civile, partis politiques, citoyens de tout bord, bref les forces vives étaient au rendez-vous dans un élan de compassion et de solidarité pour l'inhumation de cet étudiant inscrit désormais dans le panthéon des martyrs pour la cause de l'école nigérienne (nigerinter).

Cette mobilisation est comparable à celle des événements du 9 février 1990, d'où la crainte du pouvoir d'une répétition de l'histoire, d'autant que la quasi-totalité des gouvernants actuels sont les artisans (soit en tant qu'étudiants, soit comme hommes politiques) de la disparition du régime de l'époque. Ce souvenir est la base de leur phobie de tout mouvement, même pacifique. En effet, la grève, comme la guerre, laisse toujours des traces dans la conscience des acteurs et des témoins. Pour Caire, "elle s'inscrit dans la mémoire collective marquant parfois les comportements et attitudes d'une génération (...) constituant toujours (...) une rupture chargée de signification dans la vie des individus" (17). Ainsi, sous la 7^{ème} République, de nombreux opposants ont séjourné en prison, pour avoir seulement appelé leurs partisans à manifester.

Un jour après l'enterrement de l'étudiant, le Ministre de l'Enseignement Supérieur est limogé (conformément aux exigences des scolaires) et les étudiants arrêtés sont libérés. Ce scénario est semblable aux mobilisations estudiantines de 2011

au Chili où trois Ministres de l'Education Nationale se sont relayés au cours de l'année (Ponce Lara). Toutefois, au Niger, le remaniement technique du gouvernement n'est qu'un simple jeu de chaises musicales puisque le ministre change seulement de portefeuille en bénéficiant du Ministère du Travail. La sanction, bien que symbolique, n'est pas à la hauteur des attentes des étudiants.

Et, dès le lendemain, le nouveau Ministre de l'Enseignement Supérieur rencontre les instances de l'USN. Le Président de la République reçoit en audience la famille du défunt et les négociations entre le Gouvernement et l'USN démarrent. La célérité dont le pouvoir fait montre dans la tentative de traitement du dossier scolaire est surprenante lorsqu'on sait la surdité affichée auparavant à l'égard des doléances des scolaires et des travailleurs en général. En effet, ce régime a toujours misé sur l'usure pour essouffler les luttes syndicales. Cette fois-ci, il ne tire pas sur la corde, d'où le dénouement rapide de la crise.

2.3. L'épilogue : fin de crise ou diversion ?

La grève est réglée selon un mode "non juridictionnel" et "autonome" (Javillier 108 et 113), autrement dit le résultat est le fruit d'un consensus des parties en conflit. Les négociations sont sanctionnées par un certain nombre de promesses du Gouvernement.

2.3.1. Les engagements formels du Gouvernement

Un protocole d'accord est signé le vendredi, 21 avril. Le Gouvernement cède sur certains points clefs, notamment le préalable relatif à la mise en place d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur la mort de l'étudiant. La commission est composée de représentants du Gouvernement, de l'USN, de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) et la Commission Nationale de Dialogue Social (CNDS). Le paiement des bourses et des allocations (une des pommes de discorde) est programmé pour le samedi, 22 avril. Le texte,

relatif aux nouvelles conditions d'attribution de l'aide sociale, est mis en veilleuse et il est prévu la création d'un comité de réflexion en vue de le revoir. Le Gouvernement s'engage par ailleurs à construire des infrastructures académiques, à doter les universités publiques de bus pour le transport des étudiants et à prendre en charge les blessés des événements.

Ce chapelet d'engagements montre le désarroi du régime et surtout sa volonté de calmer rapidement la tension dont il ne maîtrise pas apparemment l'issue. Ainsi, le Président de la République reçoit, juste après la signature du protocole d'accord, d'abord la délégation de l'USN, ensuite le bureau exécutif national du Syndicat National des Enseignants et Chercheurs du Supérieur (SNECS). La rencontre du SNECS n'est pas fortuite car les mouvements estudiantins concernent directement ce syndicat dont les revendications recoupent souvent celles des scolaires, particulièrement en termes d'amélioration des conditions d'étude.

La série de compromis du Gouvernement débouche sur la reprise des cours. Cependant, certaines promesses restent en souffrance. Ceci est coutumier chez les gouvernants du pays. Ils s'empressent de promettre monts et merveilles pour désamorcer les crises afin d'éviter les bouleversements, souvent imprévisibles, mais ne respectent pas la parole donnée. Cette posture, qui s'apparente à de la diversion, est source de rebondissement des problèmes puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce postulat est vérifié positivement quelques mois après.

2.3.2. Des promesses partiellement tenues et la spirale des agitations

En août 2017, la CNDH, qui a supervisé l'enquête sur la mort de l'étudiant, remet officiellement le rapport de la commission d'enquête indépendante (CEI) au Premier Ministre et anime, le lendemain, un point de presse sur les conclusions des investigations. Le Comité Exécutif (CE) de l'UENUN se

prononce un jour après sur le rapport en ces termes : “ Nous sommes soulagés mais pas satisfaits ” (Secrétaire Général de l’UENUN). Cette position mitigée résulte du fait que l’enquête crédite la version des étudiants, à savoir la mort de l’étudiant à la suite d’un tir tendu d’un agent des forces de l’ordre mais n’identifie pas formellement le coupable. En plus, l’UENUN demande la poursuite de “ tous les responsables de l’assassinat de Bagalé ” (c’est le nom de l’étudiant), en l’occurrence les Ministres de l’Enseignement Supérieur, de l’Intérieur par intérim, de la Renaissance Culturelle, de la Jeunesse ainsi que le recteur qui aurait autorisé l’intervention des forces de l’ordre sur le domaine universitaire.

La duplicité du pouvoir est prouvée également par le non-paiement de l’aide sociale qu’il s’est pourtant engagé à épouger. L’UENUN somme à nouveau le Gouvernement de tenir cette promesse avant la rentrée prochaine. Face aux attermoissements du pouvoir qui n’a pas payé aussi le dernier trimestre de la bourse, réalisé les infrastructures promises et amélioré les prestations du restaurant, les étudiants de Niamey lancent une grève d’avertissement le lundi et le mardi, 4 et 5 septembre 2017. Et, l’inertie du Gouvernement les pousse, le mercredi, 13 septembre, à bloquer les voies conduisant au campus (particulièrement le pont Kennedy, important passage entre les deux rives de la capitale). Les étudiants de Zinder (une autre ville du pays), confrontés aux mêmes problèmes, ferment la route reliant la ville à la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), la seule raffinerie du Niger.

L’UENUN bloque encore les voies d’accès au campus, le lundi 18 septembre, puis, le mercredi 27 septembre, celles menant au Ministère de l’Enseignement Supérieur où les étudiants organisent un sit-in surprise pour exiger le respect des engagements par le pouvoir. En effet, ils cumulent, à cette date, six mois d’arriérés de bourses et n’ont pas accès au restaurant, fermé depuis quelque temps. L’exaspération des étudiants au

regard des faux-fuyants du pouvoir est telle que le CD de l'USN, accompagné d'une masse importante de scolaires, dépose, auprès du Tribunal de Grande Instance de Niamey, une plainte contre X, relativement au décès de l'étudiant Bagalé. Il faut préciser que le dossier des "martyrs du 9 février 1990" attend toujours sa résolution juridique. Il est réactivé à chaque commémoration de cet événement.

La particularité de ces dernières agitations est l'abstention du pouvoir d'user de la force pour les réprimer. Le traumatisme du 10 avril explique certainement cette prudence du régime qui déploie les troupes, seulement à titre dissuasif. Mais, quel enseignement peut-on tirer de cette confrontation entre le pouvoir et les scolaires ? Quels sont les enjeux, les intérêts (latents ou manifestes) et les stratégies développées par les acteurs pour atteindre leurs objectifs ?

3. Discussion

Les événements du 10 avril 2017 peuvent être assimilés à un remake avorté du 9 février 1990, un des mouvements qui a marqué l'histoire du Niger. L'expérience de cette grève historique est la source de la hantise du pouvoir de toute mobilisation scolaire ou sociale qu'il tente d'étouffer par tous les moyens.

3.1. Le parallèle entre le 9 février 1990 et le 10 avril 2017 : quand l'histoire bégaie

La grève d'avril 2017 a des similitudes avec le 9 février 1990 mais aussi des dissemblances. Le premier point commun aux deux mouvements est la brutalité de la répression avec l'assassinat de manifestants. En effet, en 1990, la grève s'est soldée par un lourd bilan humain : trois morts et plusieurs blessés dont certains sont handicapés à vie. Ces mobilisations rappellent celles des étudiants mexicains de 1968 (Lempérière-

Roussin) ou chinois de 1989 (Gombeaud et Zang), réprimées dans le sang.

La seconde ressemblance est l'ampleur de l'émotion et de la mobilisation induites. Cette solidarité avec les scolaires est matérialisée par la marche pacifique du recueillement du vendredi 16 février 1990 à l'occasion de laquelle le secrétaire général de l'Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN) s'exprime en ces termes :

Il y a une semaine exactement (...), les forces de l'ordre, plutôt force de répression barbare, ont massacré nos enfants qui se préparaient à une manifestation pacifique destinée à faire connaître leurs problèmes à l'opinion nationale (...). Ces forces ont fusillé nos enfants, nos frères, nos sœurs :

Honte à cette répression barbare !

Gloire éternelle aux jeunes héros tombés ce jour-là (USTN 15).

La troisième convergence est la forte pression sociale qui oblige les pouvoirs publics à faire des concessions aux grévistes et à remanier les gouvernements. Puis des protocoles d'accord sont signés mais dont certaines clauses ne sont pas satisfaites, particulièrement les volets relatifs à l'identification des responsables des tueries et de leur traduction devant la justice. Ces passifs sont perçus par les scolaires comme des preuves d'impunité et reviennent de manière récurrente dans les revendications ultérieures de l'USN.

La différence entre les deux événements réside dans les contextes sociopolitiques et la nature des doléances. En effet, 1990 coïncide avec le vent de la démocratie qui souffle sur le monde. Les scolaires de l'époque, après la tuerie des étudiants, saisissent l'occasion pour coupler cette préoccupation à leur plate-forme revendicative. Ensuite, les forces vives (l'USTN, l'unique centrale syndicale des travailleurs, le syndicat des enseignants-chercheurs et d'autres groupes) appuient ce volet

politique et exigent, dans la foulée, le pluralisme politique (Gazibo).

Les manifestations (auxquelles participent activement les responsables du pouvoir actuel), débouchent sur le changement du régime d'alors. Cette expérience et d'autres encore (grèves de 1973 et de 1996, par exemple) expliquent la phobie des dirigeants de tout mouvement scolaire, d'où leurs manœuvres pour endiguer la grève d'avril 2017 qui n'a pourtant pas de motivation politique. Les scolaires, conscients de cette vulnérabilité des gouvernants, augmentent la pression en vue de parvenir à leurs fins.

3.2. La guerre des stratégies : entre surenchère gouvernementale et pression étudiante

Pour le régime, l'enjeu de la mobilisation scolaire d'avril 2017 (bénéficiant du soutien populaire) est d'éviter sa déstabilisation. Cette éventualité peut se réaliser à travers la récupération du mouvement par l'opposition politique et la société civile (comme en 1990) ou un coup d'Etat militaire (comme en 1996), d'où la multiplication des manœuvres pour sauver les meubles. C'est ainsi que peuvent être interprétés les louvoisements et les surenchères du Gouvernement. Celui-ci met aussi à contribution les partis politiques de la mouvance présidentielle pour magnifier ses actes, le disculper par rapport au meurtre de l'étudiant, décrédibiliser la grève et accuser l'opposition politique. Dans le même sens, des médecins sont invités pour expliquer à l'opinion (en vue de la convaincre) les circonstances de la mort de l'étudiant, conformément à la version du pouvoir. Les étudiants, quant à eux, conscients du rapport de force qui leur est favorable, mettent davantage la pression sur le Gouvernement pour faire aboutir leurs revendications. L'exigence du limogeage du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la poursuite d'autres personnalités, de la création d'un comité indépendant pour élucider les circonstances de la mort de leur camarade, du paiement immédiat des arriérés de la

bourse et de l'aide sociale, les multiples déclarations sur les médias ...s'inscrivent dans leurs stratégies de culpabilisation du pouvoir. Tout cela vise à acculer le Gouvernement pour obtenir gain de cause.

L'opposition politique saisit aussi l'occasion pour discréditer le pouvoir et tenter de l'affaiblir afin de mieux se positionner sur l'échiquier national. La société civile, conformément à son rôle de sentinelle des droits humains, monte également au créneau pour condamner l'assassinat et réclamer justice.

L'examen du jeu de ces protagonistes est conforme à l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg. Selon ce modèle. "Les individus ou groupes impliqués (...) vont chercher à tenir le rôle à mieux de répondre à leurs intérêts (...). La conduite de l'acteur doit prendre en compte la réalité des interdépendances (...), s'il souhaite atteindre ses buts ..." (Barabel et al. 71). Ce schéma cadre bien avec les circonstances qui entourent la grève d'avril 2017 des étudiants de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Conclusion

Les résultats saillants de l'étude corroborent le postulat selon lequel, au Niger, les mobilisations scolaires constituent une hantise pour les pouvoirs publics. Ce fait résulte de l'histoire des mouvements estudiantins dont certains ont déterminé le sort des régimes en place, à l'instar de la "révolte de mai 1968" en France qui a eu un écho mondial (Touraine).

L'analyse stratégique de Crozier et Friedberg, appliquée au phénomène étudié et documentée par différentes sources, a mis en lumière le sens caché des discours ainsi que des comportements des divers acteurs en présence. Ainsi, l'émotion, suscitée par la mort d'un étudiant lors des événements d'avril 2017, a fait trembler le pouvoir. Celui-ci a déployé de multiples manœuvres pour endiguer le mécontentement et éviter sa déstabilisation. Les autres protagonistes (étudiants, partis de

l'opposition politique, particulièrement), pour défendre leurs intérêts, ont aussi mis en œuvre diverses stratégies en vue d'acculer l'adversaire. Les laborieuses négociations, engagées après la répression, ont abouti à un règlement "autonome" (Javillier) de la crise. Néanmoins, celle-ci a connu des rebondissements en raison de la duplicité du Gouvernement. Cette récurrence des agitations scolaires appelle, ultérieurement, des investigations scientifiques sur leurs véritables causes et sur les mécanismes de suivi des accords entre les parties, par exemple.

Bibliographie

Barabel M., Meier O., Teboul T. (2013). *Les fondamentaux du management*. Paris : Dunod, 2ème éd., 228 p.

Caire G. (1978). *La grève ouvrière*. Paris : Economie et Humanisme, Ed. Ouvrières, 223 p.

Crozier M., Friedberg E. (1977). *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*. Paris : Seuil, 504 p.

Gombeaud A., Zang L. (2019). *TianAnMen 1989. Nos espoirs brisés*. Delcourt, 112 p.

Javillier J.-C. (1981). *Les conflits du travail*. Paris : PUF, 2ème édition refondue, ("Que sais-je ?"). 124 p.

Lempérière-Roussin A. (1989). Le mouvement de 1968 au Mexique. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n. 23, p. 71-82.

Perrot M. (1984). *Jeunesse de la grève. France 1871-1892*. Paris : Les éditions du Seuil, 325 p.

Ponce Lara C. (2012). Le printemps chilien. Les mobilisations des étudiants en 2011. *Savoir/Agir*, 4, n. 22, p. 21-31.

Reynaut C., Souleymane A. (1990). Trente ans d'indépendance : repères et tendances. *Politique Africaine*, n. 38, p. 3-29.

Seidou A. (Octobre 2016). Le syndicalisme au Niger : entre servitude et défiance. *Etudes Sahéliennes*, n. 10, p. 150-178.

Touraine A. (1968). *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*. Paris : Seuil, 303 p.

USTN. (Mai 1990). ‘‘Ma’Aykaci’’ *Le travailleur*. Organe officiel d’information de l’Union des Syndicats des Travailleurs du Niger, n. 4, 38 p.

Webographie

Gazibo M. (1997). Gloire et misères du mouvement syndical nigérien. *Politique Africaine*. [Consulté le 28 novembre 2021 à 11 h 50]. www.politique-africaine.com

nigerinter.com/2017/04. [Consulté le 4 décembre 2021 à 12 h 30].